



## **C.C.T.P.**

(Cahier des clauses techniques particulières)

Accord-cadre 25 001 PC

**Travaux d'électricité, courants forts et courants faibles  
pour la rénovation, l'amélioration et l'entretien des  
bâtiments du Parc national de Port-Cros**

---

PARC NATIONAL DE PORT-CROS  
181 Allée du Castel Sainte Claire – BP 70220 – 83406 HYERES Cedex  
Tél. 04 94 12 82 30 - fax 04 94 12 82 31

---

Le présent document contient 7 pages

# Sommaire

<b>CAHIER DES</b>	<b><u>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</u></b>	
<u>1</u>	<u>Présentation</u>	
<u>2</u>	<u>Généralités</u>	
3	Environnement	
4	Études préalables / D.O.E	

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### 1- PRESENTATION

Les îles de Porquerolles et Port-Cros ainsi que le Cap Lardier sont des sites classés. Ils sont gérés par le Parc national de Port-Cros. À ce titre, une attention particulière sera portée sur le respect du milieu naturel, sur la propreté du chantier et sur les règlements divers.

L'île de Port-Cros est le cœur du Parc national de Port-Cros géré par l'établissement public maître d'ouvrage des travaux. Une réglementation spécifique lui est appliquée en plus des réglementations des espaces naturels courants.

#### 1-1 Objet du marché

Le présent marché concerne l'exécution de travaux d'électricité, courants forts et courants faibles pour la rénovation, l'amélioration et l'entretien des bâtiments du Parc national de Port-Cros.

#### 1-2 Sites

Les bâtiments du Parc national de Port-Cros se trouvent principalement sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles.

Il y a différents types de bâtiments : des forts (classés monuments historiques), des bureaux, des logements de passage, des logements pour les agents et des maisons de parc.

#### Lieux d'exécution des différents travaux

- sur les îles de Porquerolles et de Port-Cros
- au Cap Lardier, Maison du Gardien, Gigaro, La Croix-Valmer, Var
- au siège social du Parc, Castel Ste Claire, 181 Allée du Castel Ste Claire, Hyères, Var
- et au CBNM (Conservatoire Botanique National Méditerranéen), 35 avenue Gambetta, Hyères, Var.

### 2- Généralités

#### 2-1 Contraintes dues à la spécificité du site, îles protégées & sites classés

Une attention particulière sera portée sur le respect du milieu naturel, sur la propreté du chantier et sur les règlements divers. Les solutions techniques devant être mises en œuvre pour la réalisation des travaux, les procédures et comportement du personnel doivent intégrer ces contraintes.

La particularité de l'insularité devra être prise en compte pour les délais d'interventions en fonction des saisons et des horaires des navettes desservant les îles.

Les îles sont des espaces naturels fortement fréquentés, notamment en période estivale.

L'importation sur les îles d'un véhicule (en dehors de la zone du village) devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Parc National de Port-Cros sans préjudice des autres demandes d'autorisation.

#### 2-2 Obligation du titulaire

L'entrepreneur a l'obligation de prendre toutes précautions dans la conduite des travaux pour apporter le minimum de dommages aux ouvrages et pistes qu'il pourrait parcourir, ainsi qu'au peuplement forestier et autres habitats situés à proximité de l'emprise des travaux.

Une attention particulière est portée sur les bâtiments et ouvrages situés à proximité des travaux.

Sa responsabilité pourra être recherchée en cas de dommages anormalement élevés dus à des précautions insuffisantes.

Il est tenu d'enlever à ses frais la terre, les pierres, les blocs et les débris végétaux qui auraient pu rouler ou être projetés à l'occasion des travaux hors de l'emprise, dans les parcelles voisines sur les chemins, sentiers et routes publiques.

De plus, il est également responsable des canalisations et ouvrages rencontrés dans le sol, il doit les respecter, les réparer s'il les dégrade, payer les indemnités éventuelles qui lui seraient réclamées pour interruption de service ou accident et, d'une manière générale, faire son affaire de toutes les réclamations émanant des services publics, des collectivités ou des particuliers. Il est responsable de tous les dégâts pouvant survenir aux immeubles riverains. En cas de dommage, il est tenu d'en informer immédiatement le représentant du Maître d'œuvre.

De même, lorsque les travaux s'effectuent à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les intervenants devront avoir suivi la formation A.I.P.R. Le titulaire a la responsabilité de s'acquitter de la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T). À la demande du maître d'œuvre, il doit pouvoir justifier du respect de cette procédure.

En outre, la forte fréquentation et la diversité des publics doit être prise en compte. Pour l'ensemble des travaux, l'entreprise prend à sa charge toutes les mesures nécessaires pour le respect de la sécurité (respect des réglementations en vigueur, matérialisation, balisage du chantier, fermeture des accès le cas échéant, ....) de son personnel et des personnes susceptibles d'être présentes sur le site. Si le domaine n'est pas ouvert à la circulation publique des véhicules à moteur, il existe des dérogations. Le titulaire respectera les articles 31.6 du CCAG de Travaux

La remise en état des voies d'accès au chantier est à la charge de l'entreprise.

Il pourra être prononcé résiliation du marché pour tout manquement aux engagements pris lors de la consultation.

### **2-3 Équipe**

L'équipe est définie par le titulaire lors de la remise de son offre. Il désigne expressément le chef de projet. Toute modification de la composition de cette équipe est soumise à autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal supérieur à 5 jours affectant la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des travaux.

*(L'entrepreneur devra s'organiser avec ses équipes pendant les périodes de congés (scolaires et estivales). Il devra indiquer et transmettre au maître d'ouvrage les coordonnées des personnes désignées pour la gestion des interventions, notamment pour les demandes de dépannages)*

### **2-4 Communication des difficultés**

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique, par télécopie ou par téléphone dès la connaissance du problème.

### **2-5 Provenance, qualité et mise en œuvre des matériaux et équipements**

Le matériel électrique sera installé toujours neufs et de 1ère qualité. Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre désignera la nature et la provenance du matériel qu'il désire voir employer et acceptera ou refusera ceux qui lui sont proposés.

Tous les produits installés seront garantis par leur fabricant. Certains appareillages modulaires, comme les disjoncteurs et interrupteurs différentiels, devront avoir un numéro de série permettant de s'assurer de leur authenticité via le site de la marque concernée. Le matériel électrique sera conforme à la norme NF C 15-100 et respectera les exigences des normes européennes en vigueur.

### **2-6 Sécurité des travailleurs, des personnes**

-Les pistes d'accès sont ouvertes à la fréquentation piétonnière et cycliste pour l'île de Porquerolles, l'entreprise doit veiller à limiter ses transports et mouvements d'engins, toujours en prêtant une attention particulière à la circulation notamment en période de forte affluence.

-Pour l'ensemble des travaux, l'entreprise prend à sa charge toute les mesures nécessaires pour le respect de la sécurité de son personnel et des personnes susceptibles d'être présentes sur le site (respect des réglementations en vigueur, matérialisation du chantier, balisage de la zone d'intervention fermeture des accès le cas échéant, consignation des installations électriques...).

Une analyse systématique du risque électrique sera réalisée afin de prévoir les éventuelles situations dangereuses et de planifier au mieux la prévention avant l'intervention.

**Rappel :**Consigner une installation électrique ou un circuit

Lors des interventions nécessitant la consignation d'une installation, la procédure de mise en sécurité destinée à assurer la protection des personnes sera réalisée rigoureusement en respectant l'ordre établi par la réglementation en vigueur.(procédure de consignation définie dans la norme NFC 18-510)

Le personnel présent sur le site de l'intervention sera averti avant la coupure , afin qu'il puisse prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les désagréments ( coupure des ordinateurs, imprimantes et appareils sensibles ...)Il en sera de même pour la remise en service des installations

Travaux par points chauds comme la soudure, le meulage ... nécessiteront la délivrance d'un permis de feu par le Maître d'Ouvrage.

Travaux en hauteur ou à risques

Pour les travaux dits dangereux ou en hauteur, il sera préalablement établi un **plan de prévention**. Tout manquement au plan de prévention pourra entraîner la suspension des travaux sans modification du délai d'exécution et l'application des pénalités qui en découlent.

**L'entreprise fournira au préalable une proposition de plan de prévention**

Aucune prestation ni travaux ne pourront débuter sans qu'ils soient approuvés par les deux parties.

**Rappel : Amiante**

Depuis mars 2012, chaque salarié doit être formé à la prévention du risque amiante et détenir une compétence spécifique.En matière de prévention des risques professionnels au travail, une attestation de compétence à la prévention du risque Amiante sous-section 4 est désormais obligatoire pour « toutes les personnes qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante » Arrêté du 23/02/2012 : activités des Art. R.4412-114 et 4412-139 CDT (*en cas d'évolution des réglementations, les textes en vigueur au moment des travaux seront applicables*).

Le maître d'œuvre mettra à disposition les diagnostics amiantes des bâtiments,

Dans le cas ou un manque d'informations par rapport à une zone d'intervention serait constaté, le maître d'œuvre fera réaliser des prélèvements complémentaires et transmettra les résultats des diagnostic amiante avant travaux (D.A.A.T).

Registre de sécurité

Chaque intervention sera consignée « lisiblement » sur le registre de sécurité du bâtiment concerné.

Les attestations de contrôle des équipements seront transmises au maître d'ouvrage

## **2-7 Crise sanitaire : le maintien de l'activité sur les chantiers**

Avec l'accord du maître d'ouvrage le titulaire peut maintenir l'activité sur les chantiers.

Dans cette situation, une démarche de prévention intégrera les risques spécifiques liés à l'épidémie. Cette démarche de prévention sera intégrée dans le plan de prévention

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures visant à prévenir le risque de contamination qui peuvent être les suivantes :

- port du masque respiratoire.
- fourniture de gants ;
- repenser l'organisation des chantiers avec la mise en place de postes de travail permettant une distance d'au moins 1 mètre entre chaque salarié ;
- rappeler aux salariés les gestes « d'hygiène barrières » édictées par le gouvernement.

### **3 Environnement**

#### **Biosécurité**

Lors de l'approvisionnement des engins et des matériaux, une attention particulière sera apportée afin de ne pas introduire sur l'île des espèces exogènes: faune et flore. Notamment une vigilance est à porter sur les palettes des matériaux, les roues des véhicules, etc.

#### **Gestion des déchets**

Une attention particulière sera portée à la gestion des déchets produits par l'activité du titulaire, Il veillera à en réduire la production.

Aucun déchet ne sera abandonné, ni brûlé. Le titulaire s'engage à utiliser une solution d'élimination autorisée et ne jamais céder les déchets dont il a la charge à un tiers sans agrément. En outre, le chantier sera équipé de poubelles permettant le tri sélectif.

Le titulaire prend à sa charge l'élimination de ses déchets ainsi que ceux dont le maître d'ouvrage reste le producteur. Les justificatifs (B.S.D.D.) de prise en charge des déchets par un tiers seront communiqués au Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire reconnaît être informé de cette exigence et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires et sous-traitants divers, susceptibles d'intervenir dans le cadre de son contrat principal le liant au pouvoir adjudicateur.

Rappel :Les feux de toute nature sont interdits.

#### **Mécanisation, engins**

L'utilisation d'engins mécaniques est soumise à l'acceptation du maître d'ouvrage et sera proposée lors de la présentation des offres.

Ils seront en bon état de fonctionnement et ne présenteront pas de dysfonctionnement pouvant porter atteinte à la sécurité et à l'environnement.

Les papiers et certificats de contrôle des engins ainsi que les habilitations des conducteurs d'engins seront présentés à tout moment sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage. À défaut, il sera prononcé l'arrêt temporaire du chantier.

#### **Locaux confiés au titulaire**

Le parc national dispose de locaux qu'il peut mettre à la disposition du titulaire pour la bonne exécution du chantier:

- une salle de réunion
- une salle de type réfectoire
- des sanitaires et douches

Les locaux mis à disposition du titulaire du marché doivent être respectés et être tenus dans un bon état de propreté.

#### **Nettoyage des installations à l'issue des interventions**

À l'issue de chaque intervention, le titulaire devra réaliser un nettoyage minutieux des zones concernés par les travaux.

Si il est constaté que le chantier n'est pas rendu à l'état de propreté initial, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des frais de nettoyage au prorata du temps passé sur la base d'un tarif horaire de 50 €TTC/h.

Le montant de l'intervention sera à la charge du titulaire du marché.

## 4 - Études préalables / D.O.E.

### 4-1 Études préalables et respect des réglementations, normes et (D.T.U.) en vigueur

Les interventions seront réalisées dans le respect des réglementations, normes et documents techniques unifiés (D.T.U.) en vigueur. L'entreprise aura à sa charge, la réalisation de toutes les études préalables, notes de calcul etc. nécessaires pour définir et dimensionner les équipements à mettre en œuvre afin de réaliser les interventions dans les règles de l'art ; ces études et notes de calcul seront soumises à l'approbation du maître d'ouvrage. Elles sont réputées comprises dans l'offre de prix. L'entreprise sera tenue pour responsable en cas de problème de fonctionnement ou de mise en évidence de non respect des réglementations, normes et D.T.U. en vigueur.

### 4-2 Réception et remise des D.O.E.

La réception de l'intervention sera réalisée par le représentant du maître d'ouvrage qui s'assurera de la qualité de la prestation réalisée et de sa conformité par rapport au devis accepté

À l'issue de l'intervention, l'entreprise remettra au représentant du maître d'ouvrage les documents des ouvrages exécutés (D.O.E.) et les documents d'interventions ultérieures des ouvrages exécutés (D.I.U.O.E.) - plans, documentations techniques des équipements, plans de récolement, schémas électriques unifilaires, etc. format papier en double exemplaires et sur support informatique, format PDF et DWG, document technique de chaque équipement installé, certificats de garantie, etc. Toutes les nouvelles installations seront systématiquement repérées proprement et de manière pérenne. De plus, les tableaux électriques rénovés seront munis de schémas unifilaires avec support de schémas. Les rénovations partielles de tableaux électriques entraînent la réalisation d'additifs au schéma électrique initial. **Immédiatement à la suite de chaque intervention, un rapport d'intervention exhaustif sera systématiquement réalisé et transmis par mail au représentant technique du maître d'ouvrage.**